

Suivi des actions de groupes

2018 AG 1 DISCRIMINATION POLICE

Matière: FONCTIONNAIRES & AGENT PUBLICS

Personne morale visée par l'action :

Hospices civils de Beaune

Jurisdiction initialement saisie:

TA de Paris

Date d'enregistrement :

12/09/2018

Types de préjudices

Discrimination

Nature du manquement invoqué

Discrimination dans l'évolution de carrières des personnels de la police nationale

Nature des dommages allégués

Carrière, perte financière, atteinte vie privée et familiale

Caractéristiques du groupe

Syndicat Alternative Police - CFDT, syndicat dédié aux policiers du corps d'encadrement et d'application, gardiens de la paix et gradés ainsi qu'aux adjoints de sécurités et cadets de la République

Transmission au président de la Section du contentieux pour attribution à une juridiction Oui

ordonnance n°: 426386

Jurisdiction chargée de statuer sur l'action

TA de Paris

Décisions rendues sur l'action

Tribunal administratif

TA de Paris

Date: 07/03/2018 **N°:** 1816174

Requérant

SYNDICAT ALTERNATIVE POLICE -
CFDT

Sens: Rejet

Cour administrative d'appel

Date: **N°:**

Requérant

Sens:

Conseil d'Etat

Date : **N°:**

Requérant

Sens:

Voies de recours ouvertes:

Décision irrévocable

Personne morale visée par l'action :	Juridiction initialement saisie:	Date d'enregistrement :	Types de préjudices
Ministre en charge de l'enseignement supérieur	CE	12/09/2018	Carrière et moral

Nature du manquement invoqué	Nature des dommages allégués	Caractéristiques du groupe
Faute de service de l'Etat en instaurant d'autres conditions que celles établies par le décret n° 2017-83 du 25 janvier 2017 relatif aux conditions dans lesquelles les titulaires du diplôme national de licence non admis en première année d'une formation de leur choix conduisant au diplôme national de master se voient proposer l'inscription dans une formation du deuxième cycle	préjudice de carrière et préjudice moral	Tous les étudiants titulaires d'un diplôme de premier cycle ouvrant droit à l'inscription dans une formation de diplôme de premier cycle n'ayant reçu aucune proposition de formation du Rectorat compétent au titre des années 2017/2018 et 2018/2019 ou n'ayant pas pu s'inscrire sur le site internet « trouvermonmaster.gouv.fr » en vue de cette proposition.

Transmission au président de la Section du contentieux pour attribution à une juridiction Oui

ordonnance n°: 424091

Juridiction chargée de statuer sur l'action

TA de Bordeaux

Décisions rendues sur l'action

Tribunal administratif TA de Bordeaux Date: 25/01/2019 N°: 1804379 Requérant ASSOCIATION PROMOTION DE DEFENSE DES ETUDIANTS Sens: Désistement
--

Cour administrative d'appel Date: N°: Requérant Sens:

Conseil d'Etat Date : N°: Requérant Sens:

Voies de recours ouvertes:

Décision irrévocable

Personne morale visée par l'action : Ville de Lyon	Juridiction initialement saisie: TA de Lyon	Date d'enregistrement : 21/08/2018	Types de préjudices Discrimination
--	---	--	--

Nature du manquement invoqué Discrimination indirecte en raison du sexe entre cadres d'emplois comparables (98 % des éducateurs de jeunes enfants de la ville de Lyon sont des femmes).	Nature des dommages allégués Manque à gagner sur les compléments de traitement servis aux éducateurs jeunes enfants par rapport aux techniciens principaux territoriaux.	Caractéristiques du groupe Appartenance au cadre d'emploi des éducateurs des jeunes enfants de la filière médico-sociale de la ville de Lyon relevant de la catégorie B.
---	--	--

Transmission au président de la Section du contentieux pour attribution à une juridiction Non	ordonnance n°:	Juridiction chargée de statuer sur l'action TA de Lyon
--	-----------------------	--

Décisions rendues sur l'action

Tribunal administratif TA de Lyon
Date: 29/04/2019 N°: <u>1806281</u>
Requérant SYNDICAT PERSONNEL ENCADREMENT VILLE DE LYON ET
Sens: Rejet

Cour administrative d'appel CAA de Lyon
Date: 15/07/2021 N°: <u>19LY02440</u>
Requérant SYNDICAT PERSONNEL ENCADREMENT VILLE DE LYON ET
Sens: Rejet

Conseil d'Etat
Date : N°:
Requérant
Sens:

Voies de recours ouvertes:

Décision irrévocable

Personne morale visée par l'action : Ville de Nancy	Jurisdiction initialement saisie: TA de Nancy	Date d'enregistrement : 10/06/2020	Types de préjudices Rémunération - Primes et indemnités
---	---	--	---

Nature du manquement invoqué méconnaissance, à l'égard des adjoints administratifs de restauration scolaire, de la réglementation (article 3 du décret no 2000-815 et règlement général relatif à la gestion du temps de travail) relatif au temps de pause méridienne	Nature des dommages allégués absence de rémunération du temps de pause méridienne, qui constituerait, dans les faits, un temps de travail effectif	Caractéristiques du groupe constats effectués lors de visites du syndicat dans les établissements scolaires
--	--	---

Transmission au président de la Section du contentieux pour attribution à une juridiction Non	ordonnance n°:	Jurisdiction chargée de statuer sur l'action TA de Nancy
--	-----------------------	--

Décisions rendues sur l'action

Tribunal administratif
TA de Nancy

Date: 23/07/2020 **N°:** 2001356

Requérant
SYNDICAT FA-FP

Sens: Rejet

Cour administrative d'appel

Date: **N°:**

Requérant

Sens:

Conseil d'Etat

Date : **N°:**

Requérant

Sens:

Voies de recours ouvertes:

Décision irrévocable

Personne morale visée par l'action :	Jurisdiction initialement saisie:	Date d'enregistrement :	Types de préjudices
Etat	CE	22/07/2021	Discrimination

Nature du manquement invoqué	Nature des dommages allégués	Caractéristiques du groupe
Manquement reproché à l'Etat tenant à laisser perdurer des contrôles d'identité discriminatoires généralisés sur l'ensemble du territoire national en raison de caractéristiques physiques associées à une origine réelle ou supposée.	Atteinte aux libertés fondamentales personnelles, à la dignité de la personne et au principe d'égalité devant la loi. Risque pour la cohésion sociale.	Sous l'égide des associations requérantes*, victimes et témoins de contrôles d'identité discriminatoires. *Amnesty International France, Human Rights Watch, Maison communautaire pour un développement solidaire, Open Society Foundation London, Open Society Institute, association Pazapas Belleville et Réseau – Egalité, antidiscrimination, justice – interdisciplinaire.

Transmission au président de la Section du contentieux pour attribution à une juridiction Non	ordonnance n°:	Jurisdiction chargée de statuer sur l'action
		CE

Décisions rendues sur l'action		
Tribunal administratif	Cour administrative d'appel	Conseil d'Etat
Date:	Date:	Date :
N°:	N°:	N°: <u>454836</u>
Requérant	Requérant	Requérant
Sens:	Sens:	Sens:

Voies de recours ouvertes:

Personne morale visée par l'action : Préfecture du Pas-de-Calais	Jurisdiction initialement saisie: TA de Lille	Date d'enregistrement : 30/06/2021	Types de préjudices Préjudice moral
--	---	--	---

Nature du manquement invoqué Carence du département du Pas de Calais dans la prise en charge des mineurs isolés étrangers présents dans un bidonville	Nature des dommages allégués Préjudice morale en l'absence de prise en compte de besoins élémentaires,	Caractéristiques du groupe Tous les mineurs isolés étrangers qui étaient présents sur le bidonville de la Lande de Calais entre avril 2015 et octobre 2016.
---	--	---

Transmission au président de la Section du contentieux pour attribution à une juridiction Non	ordonnance n°:	Jurisdiction chargée de statuer sur l'action TA de Lille
--	-----------------------	--

Décisions rendues sur l'action

Tribunal administratif

Date: N°: 2105144
Requérant

Sens:

Cour administrative d'appel

Date: N°:
Requérant

Sens:

Conseil d'Etat

Date : N°:
Requérant

Sens:

Voies de recours ouvertes:

Personne morale visée par l'action : Direction Interrégionale des services pénitentiaires de Rhône Alpes Auvergne	Jurisdiction initialement saisie: TA de Lyon	Date d'enregistrement : 21/09/2021	Types de préjudices Rémunération - Primes et indemnités
---	--	--	---

Nature du manquement invoqué Manquement de la Direction Interrégionale des services pénitentiaires de Rhône Alpes Auvergne de la pratique illégale de l'écrêtage des heures consistant en la disparition pure et simple de toutes les heures de travail effectivement réalisées au-delà de la limite réglementaire de 12 heures par mois pouvant figurer au crédit des agents.	Nature des dommages allégués Non prise en compte des heures de travail réalisées au-delà de la limite réglementaire de 12 heures par mois,	Caractéristiques du groupe Les surveillants pénitentiaires qui dépendent de la direction interrégionale des services pénitentiaires de Rhône-Alpes-Auvergne.
--	--	--

Transmission au président de la Section du contentieux pour attribution à une juridiction Oui	ordonnance n°: 457221	Jurisdiction chargée de statuer sur l'action TA de Lyon
--	------------------------------	---

Décisions rendues sur l'action		
Tribunal administratif Date: N°: Requérant LE SYNDICAT REGIONAL UNION REGIONALE U.F.A.P. U.N.S.A. JUSTICE Sens:	Cour administrative d'appel Date: N°: Requérant Sens:	Conseil d'Etat Date : N°: Requérant Sens:

Voies de recours ouvertes: